



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 06/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Nexans France - atelier coulée

boulevard du marais
62300 Lens

Références : 586-2025
Code AIOT : 0007000535

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2025 dans l'établissement Nexans France - atelier coulée implanté Boulevard du Marais BP 29 62300 Lens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est tenue dans le cadre du contrôle périodique associé aux risques légionelles présenté par les tours aéroréfrigérantes de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Nexans France - atelier coulée
- Boulevard du Marais BP 29 62300 Lens
- Code AIOT : 0007000535
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NEXANS FRANCE est implantée sur les territoires des communes de LENS, NOYELLES-SOUS-LENS et SALLAUMINES, situées au Nord-Est de l'agglomération Lensoise.

Cette société est issue de la fusion de l'établissement NEXANS COPPER FRANCE (anciennement Lensoise du Cuivre) avec le site voisin, l'établissement NEXANS FRANCE (Tréfilerie de câbles). Elle est spécialisée dans la production de câbles de cuivre.

Le site de LENS effectue sa production à partir de plaques de cuivre de grande pureté (cathodes) fondues dans le four de fusion (four ASARCO). Le principe de production est à coulée continue. Une roue de coulée assure le passage de l'état liquide à l'état solide (après refroidissement par eau).

La production du câble est poursuivie par le laminage qui assure la réduction de diamètre et la transformation de la barre de cuivre en un câble d'environ un centimètre de diamètre, puis par un traitement chimique du fil dans une solution d'alcool isopropylique qui précède le conditionnement du câble sous forme de spirales de 1 à 1,5 mètre de diamètre et de hauteur.

Le cuivre subit ensuite des opérations de tréfilage (réduction du diamètre du fil), de toronnage (ensemble de fils parallèles à qui on fait subir une torsion) pour être câblé.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juin 2023 (fusion des arrêtés préfectoraux d'autorisation des 15 mars 2007 modifié et 08 février 2006 modifié).

Le site est soumis à Autorisation pour les rubriques suivantes :

- 2552 : Fonderie de métaux et alliage non-ferreux,
- 3250-3-c : Transformation de métaux non-ferreux,
- 4719 : Acétylène.

Un projet de remplacement de l'atelier Coulée et de son outil de production est en cours.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet
2	Entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I-2c.	Sans objet
3	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I-3a	Sans objet
4	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-3e	Sans objet
5	Conception	Arrêté Ministériel du 14/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 12.II.a	
6	Traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-2b	Sans objet
7	Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1	Sans objet
8	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3	Sans objet
9	Suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-IV-2	Sans objet
10	protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26	Sans objet
11	protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection menée sur le site NEXANS de Lens le 13/10/2025 n'a pas révélé de non-conformité concernant la gestion du risque légionelles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Personne référente et formation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes [...]</p> <p>Les formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que le personnel soit informé de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation du personnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées etc.</p>
<p>Constats :</p> <p>La responsable QHSE et une ingénieure HSE, formée au risque légionelles (niveau 3),</p> <p>Deux personnes relais, formées au risque légionelles (niveau 2 et 3), ont également été nommées et ont été désignées référentes pour la gestion des tours aéroréfrigérantes (TAR).</p> <p>Un système d'astreinte pour la surveillance des TAR est mis en place pour les weekends, les jours</p>

<p>fériés et les périodes de congés.</p> <p>Le plan de formation, avec les émargements, a été présenté sur place.</p> <p>Les formations de niveau 3 ont été renouvelées en septembre 2025, la formation de niveau 2 a eu lieu en décembre 2024. Une formation de sensibilisation au risque légionelles (niveau 1) est en cours de construction en interne, et concernera tout le personnel (fin d'année 2025 ou début 2026).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Entretien préventif

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I-2c.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage préventif de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le nettoyage des tours aéroréfrigérantes (TAR) SLC et LSA a eu lieu en août 2025.</p> <p>Un nettoyage supplémentaire de la TAR LSA est prévu en décembre 2025, en effet le circuit LSA gère la roue de coulée et se charge vite en noir de carbone.</p> <p>La TAR de la Tréfilerie a fait l'objet de travaux sur l'étanchéité du bassin cet été : la résine a été refaite. Aucun nettoyage supplémentaire n'est nécessaire.</p> <p>La procédure de nettoyage mécanique et chimique a été présentée sur place (fichier : "Nettoyage mécanique et chimique SWI_FRLE_293 du 31/07/2018").</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Surveillance de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I-3a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence des prélèvements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a pu vérifier la fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila sur l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente), pour la période de janvier 2022 à août 2025. Celle-ci est bien mensuelle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-3e
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
Constats : L'Inspection a pu vérifier les délais de transmission des résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sur l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente). Sur une période d'un an (d'octobre 2024 à septembre 2025), un retard a été constaté pour le mois de juillet 2025 : l'analyse du 24/07/25 a été reçue le 11/09/25. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que ce retard était dû à un problème de communication en période de congés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12.II.a
Thème(s) : Risques chroniques, Absence de bras mort
Prescription contrôlée : II. Conception a) L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit.
Constats : Un bras mort de conception est présent au niveau du caniveau du circuit de vidange LSA. Celui-ci est très court (< 0,5 % du volume total) et n'a pas engendré de dépassement jusqu'à présent. Action corrective prévue par l'exploitant : dans le cadre du projet de la nouvelle coulée, la TAR LSA sera remplacée en 2026 et ce bras mort n'existera plus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-2b
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif
Prescription contrôlée :

La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produite ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.
<p>Constats :</p> <p>La société BWT accompagne l'exploitant depuis 5 ans pour la stratégie de traitement et l'entretien mensuel.</p> <p>Les produits et procédés utilisés ont été présentés lors de l'inspection, de même que les documents, notamment l'analyse méthodique des risques de prolifération des légionelles (AMR), datée du 20/12/2024.</p> <p>Sur demande de l'Inspection à la suite de la visite, l'exploitant a transmis par mail les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dernière version de l'AMR (fichier pdf "797672-24490102 001 001 001-Rapport révision AMR 2024-NEXANS LENS") - le dernier suivi analytique des TAR (fichier pdf "BWT_Suivi analytique 23 09 25 TARs").
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.a)</p> <p>Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT & IMPORTANT - TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE - DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ». Ce document précise :- les coordonnées de l'installation ;- la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;- la date du prélèvement ;- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion. Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.</p> <p>b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et</p>

d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application. Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.

Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi. f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.

Constats :

Lors de la précédente inspection légionellose, en date du 18/02/2021, les non conformités suivantes avaient été relevées sur la rédaction de la procédure en cas de dépassement :

- (1) Pour alerter l'inspection : ajouter en plus du mail de l'inspecteur, le courriel générique de l'UD Artois et le numéro de télécopie.
- (2) La recherche des causes ou des dérives doit avoir lieu avant le redémarrage.
- (3) Formulation à revoir concernant le point "Révision complète de l'AMR sous 15 jours si cause de la dérive non identifiée".

Le point (2) a été pris en compte lors de la mise à jour de la procédure en juillet 2021.
La procédure a été mise à jour lors de l'inspection pour intégrer les points (1) et (3).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3

Thème(s) : Risques chroniques, Procédure en cas de flore interférente

Prescription contrôlée :

3. Actions à mener si le dénombrement des *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente.

- a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90 431 (avril 2006). Il procède ensuite à la mise en place

<p>d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.</p> <p>b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède, sous une semaine, à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et/ou correctives.</p> <p>c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection légionellose, en date du 18/02/2021, la procédure proposée faisait l'objet de non conformités. Elle a été mise à jour le 16/03/2021 pour se mettre en conformité.</p> <p>Lors de la visite du 13/10/2025, il est apparu un doublon entre la procédure interne de l'exploitant "SWI_FRLE_419" et celle de BWT "BWT_Mesures à prendre en cas de mise en évidence d'une prolifération bactérienne (flore interférente)", cette dernière étant utilisée dans les faits. Pour plus de clarté et de simplicité, l'Inspection a demandé à l'exploitant de fusionner ou d'homogénéiser ces deux documents. L'exploitant a ainsi transmis par mail le document mis à jour, daté du 21/10/2025 (fichier pdf "SWI_FRLE_419 Actions à mener en cas de présence de flore interférente V4").</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Suivi de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-IV-2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi.... Le carnet de suivi est propriété de l'installation. Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées ou une vérification</p>
<p>Constats :</p> <p>Les carnets de suivi des TAR Tréfilerie et SLC ont été consultés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : protection des personnels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26</p>
<p>Thème(s) : Autre, protection des personnels</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masques pour aérosols biologiques, gants...) destinés à les protéger</p>
<p>Constats :</p> <p>Des EPI (masques FFP3) ont été mis à disposition lors de la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : protection des personnels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26</p>
<p>Thème(s) : Autre, protection des personnels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.</p>
<p>Constats :</p> <p>La présence de panneaux d'information a été constatée lors de la visite autour des trois TAR.</p> <p>A noter pour la TAR Tréfilerie, suite à la mise à jour de l'analyse méthodique des risques (AMR), une nouvelle zone de 8 m autour de l'installation sera matérialisée à la peinture d'ici la fin 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>